

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 29/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SECME c/o Rio Tinto (SECME usine)
60 avenue Charles de Gaulle, CS 60016
Cedex
92200 Neuilly-sur-Seine

Réf : 2023-111-PR
Code AIOT : 0006601435

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement SECME c/o Rio Tinto (SECME usine) implanté Lieu dit la bastide 66360 Olette. L'inspection a été annoncée le 29/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée afin d'effectuer le récolement de la correction des écarts relevés lors de l'inspection du 05/07/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECME c/o Rio Tinto (SECME usine)
- Lieu dit la bastide 66360 Olette
- Code AIOT : 0006601435
- Régime : Autorisation

L'ancienne usine située au lieu-dit « La Bastide » sur le territoire de la commune d'Olette, dont l'activité a démarré en janvier 1961, traitait par flottation le minerai de fluorine extrait principalement de la mine à ciel ouvert d'Escaro.

Par suite de l'épuisement du gisement, cette mine à ciel ouvert a cessé les extractions en mars 1991. Les stocks présents sur le site d'Escaro ont toutefois permis d'alimenter l'usine d'Olette jusqu'en octobre 1993, date à laquelle l'usine a définitivement été arrêtée.

Après avoir été séché et finement broyé (200 microns), le minerai était préparé par ajout d'eau et de réactif (oléate de soude) puis dirigé vers les cellules de flottation.

La flottation permet de séparer les minéraux recherchés, de la gangue de stérile. Cette séparation est rendue possible par l'ajout de réactifs (acides gras, sels d'acides gras, silicate de soude, amidon, huile de pin, soude pour réguler le pH) et en utilisant les propriétés de surface des différents constituants.

A l'issue de cette opération il ressortait :

- x l'écume contenant la fluorine qui était filtrée, séchée puis évacuée,
- x la pulpe stérile, formée des matériaux de la gangue (quartz, schistes et oxydes de fer) finement broyés et d'eau, qui était stockée dans des bassins de décantation.

L'eau récupérée après décantation était réutilisée dans le procédé, la pulpe stérile s'est accumulée dans les bassins au fur et à mesure des années d'activité de l'usine. A la suite de l'arrêt de l'activité de l'usine, les bassins de décantation ont été remis en état.

Ces anciens bassins sont considérés comme des dépôts de déchets industriels et nécessitent une surveillance.

L'arrêté complémentaire du 31 mars 1995 a imposé, dans le cadre de la législation sur les installations classées, le cadre de la surveillance de ces bassins.

Les conditions de surveillance ont été modifiées par les arrêtés complémentaires :

- n° 2011 005-0002 du 05/01/2011 ;
- n° 2017 186-0001 du 05/07/2017.

Enfin l'arrêté n° 2011 005-0003 du 05/01/2011 a prescrit la mise en place de servitude sur ces anciens bassins.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Suite débroussaillage : repérage des piézomètres de contrôle	Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 5	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Réalisation d'affouillements	Arrêté Préfectoral du 05/01/2011, article 2.4.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/01/2011, article 2.1	Lettre de suite préfectorale	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Visites complémentaires	Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 3 et 4
3	Actions correctives	Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 7

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort que 2 conformités sur 3 relevées lors de l'inspection du 05/07/2022 peuvent être considérées comme soldées.

Au cours de la visite l'inspection a constaté par ailleurs que le chantier de construction de la centrale solaire et les investigations complémentaires de terrain géotechniques prévus par la SECME était en cours de réalisation.

Concernant la construction de la centrale solaire l'inspection relève 2 non-conformités :

- conformément à l'arrêté de servitudes les travaux d'affouillement et plus généralement les modifications apportées au site auraient dû faire l'objet d'un porter à connaissance à la préfecture ;
- une piste a été créée le long du talus SNCF au sud, par-dessus la noue qui permettait d'évacuer les eaux de ruissellement.

Concernant les investigations de terrain géotechniques, un porter à connaissance a été adressé à la préfecture le 27/03/2023 présentant les objectifs et les travaux envisagés.

Il s'agit d'une opération destinée à acquérir des données techniques complémentaires pour renforcer la connaissance du parc à résidus et améliorer sa surveillance. Ces investigations consistent principalement à acquérir des données géotechniques et géochimiques par la réalisation de mesures géophysiques, de sondages mécaniques et l'installation de piézomètres complémentaires.

La préfecture a donné son aval à la réalisation de ce programme par courrier du 30/03/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Visites complémentaires

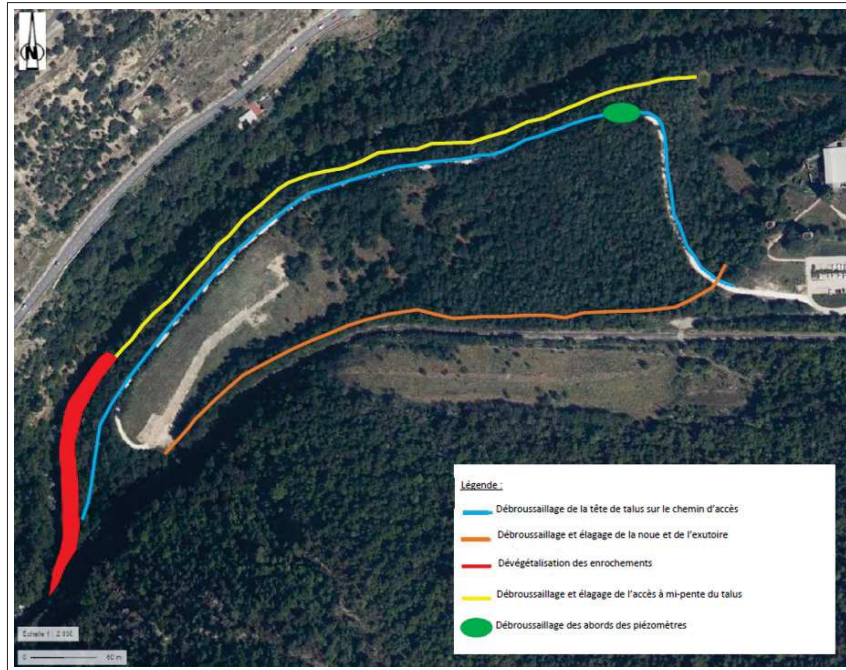
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 3 et 4
Thème(s) : Autre, Surveillance du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des visites complémentaires sont effectuées consécutivement à des crues cinquantenales et au-delà, ou consécutivement à des périodes de précipitations particulièrement intenses ayant occasionné des dommages par ailleurs dans la vallée. Des visites complémentaires sont également effectuées à la demande de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : <u>Inspection du 05/07/2022 :</u> D'après le rapport la surveillance a été menée sur la base de visites réalisées les 06/02/2020, 03/07/2020, 16/02/2021 et 11/06/2021. L'exploitant et le bureau d'étude ABO-ERG Géotechnique confirme que le niveau de crue est suivi à l'aide de l'application vigicrue.gouv.fr et que des visites complémentaires sont bien programmées en cas d'épisodes pluvieux importants. La visite du 06/02/2020 par exemple a été réalisée suite à la tempête Gloria qui a eu lieu entre les 20 et 23/01/2020. Pour rappel la présente visite a été organisée à la demande de l'inspection compte tenu des observations formulées par le bureau de contrôle dans le bilan quinquennal 2017 – 2021. <u>Écart à corriger :</u> L'exploitant doit ajouter un paragraphe dans le rapport quinquennal afin de : <ul style="list-style-type: none">• indiquer les critères et le moyen d'alerte retenu pour le déclenchement des visites complémentaires consécutivement à des périodes de précipitations particulièrement intenses ;• préciser les dates des visites réalisées dans ce contexte sur la période quinquennale et le résultat de ces visites. Délai : 3 mois Réponse de l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">➤ Les critères et le moyen d'alerte ont été détaillés seront repris dans les rapports quinquennaux.➤ Les dates des visites réalisées ainsi que les résultats de celle-ci sont précisés également reprise dans les rapports quinquennaux. <u>Inspection du 28/06/2023 :</u> La réponse de l'exploitant n'appelle pas d'observation. Ce point de contrôle est considéré comme soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 5
Thème(s) : Autre, Surveillance du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la réalisation des visites de surveillance un débroussaillage des ouvrages précités et des chemins d'accès sera réalisé.
Constats : <u>Inspection du 05/07/2022 :</u> Dans le rapport quinquennal le bureau de contrôle a indiqué que le débroussaillage était insuffisant ce qui n'a pas permis une bonne réalisation de la surveillance. Le jour de la visite l'inspection a constaté le débroussaillage récent du chemin permettant l'accès aux enrochements et de la partie des enrochements. La société ABO-ERG Géotechnique confirme que le débroussaillage du site est insuffisant. La présente visite en présence du propriétaire des terrains à savoir la communauté de Communes Conflent Canigo, chargé du débroussaillage, avait également pour objet de définir les parties du site qui devaient être débroussaillées. <u>Écart à corriger :</u> L'exploitant doit compléter le débroussaillage afin de permettre une auscultation de l'ensemble des ouvrages conformément aux recommandations des géotechniciens. Au cours de la visite le débroussaillage suivant est apparu nécessaire : <ul style="list-style-type: none">• sur le chemin d'accès aux enrochements y compris le bas-côté en tête de talus et en redescendant sur environ 50 cm dans le talus ;• sur l'ensemble des enrochements le long de la tête, y compris une largeur d'1 m minimum en tête d'enrochement (afin de dégager l'épaisseur des enrochements) ;• dans le prolongement des enrochements, sur un accès à mi-pente du talus, sur l'ensemble du talus jusqu'à l'aval du bassin 4 et si possible sur le talus en retour donnant sur le bassin 3. Il a été également demandé : <ul style="list-style-type: none">• un repérage et débroussaillage autour des 2 piézomètres (bien que lors de l'instruction de la demande d'allègement de la surveillance il n'a pas été maintenu le suivi des 2 piézomètres) ;• le débroussaillage de la noue longeant le canal de la bastide au niveau des bassins 6, 5 et 4• la poursuite de ce débroussaillage au niveau du portail d'entrée jusqu'à l'exutoire final de cette noue. Préalablement à ce débroussaillage il apparaît nécessaire de prévoir une campagne d'égagement des arbres et arbustes. Les géotechniciens confirment que cet élagage est obligatoire au niveau des enrochements, le développement des arbres pouvant conduire au déchaussement des enrochements. L'inspection demande à l'exploitant de faire figurer dans le rapport quinquennal un paragraphe précisant : <ul style="list-style-type: none">• les objectifs rappelés ci-avant du débroussaillage et de l'égagement ;• d'y adjoindre un plan précisant les zones qui doivent être débroussaillées et élaguer ;• d'ajouter un commentaire permettant d'apprécier la situation du site suite aux différentes visites. Délai : 3 mois

Réponse de l'exploitant :

- Transmission du rapport complémentaire rédigé par la société ABO-ERG Géotechnique détaillant la situation du site suite aux différentes visites. Confirmation que la même forme sera conservée pour les prochains rapports quinquennaux ;
- Confirmation que l'ensemble des zones identifiées par la société ABO-ERG Géotechnique et repérées dans la figure ci-contre, sera débroussaillé sur l'année 2023.



Inspection du 28/06/2023 :

La réalisation du débroussaillage a été vérifié au cours de la visite à savoir :

- suppression des arbres le long des enrochements ;
- élagage le long des talus et digues ;
- débroussaillage sur l'ensemble des zones identifiées.

Par contre l'inspection constate que la noue n'existe plus puisqu'elle a été recouverte par une piste (voir point de contrôle n°5).

La SECME précise que les opérations d'élagage et de débroussaillage a été réalisé par le propriétaire à savoir la CC Conflent Canigo.

Suite à la construction de la centrale solaire, le débroussaillage relèvera également des obligations légales de l'exploitant du parc.

L'inspection que le repérage des 2 piézomètres A et B n'a pas été réalisé.

Écart à corriger suite à l'inspection du 28/06/2023 :

Les 2 piézomètres A et B doivent être repérés. De préférence une dalle de propreté doit être prévue afin de protéger la tête des ouvrages.

La non-conformité liée à la suppression de la noue a été reprise dans le point de contrôle n°5.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 7
Thème(s) : Autre, Surveillance du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas où ces contrôles donneraient lieu à des observations significatives d'une dégradation de la situation, la société SECME en informera immédiatement l'inspection des installations classées, mettra en œuvre les mesures nécessaires pour pallier à cette dégradation et le cas échéant, renforcera les mesures de surveillance et leur fréquence.
Constats : <u>Inspection du 05/07/2022 :</u> En conclusion du bilan quinquennal 2017 – 2021 le bureau de contrôle a formulé certaines observations et recommandations. L'exploitant confirme : <ul style="list-style-type: none">• d'une part qu'à la suite de la présente visite complémentaire le bilan quinquennal sera complété par le bureau d'étude ABO-ERG Géotechnique ;• d'autre part qu'il a bien prévu d'annexer à la transmission du rapport, des propositions pour donner suite aux différentes recommandations qui seront formulées avec un planning de réalisation. Écart à corriger : L'inspection confirme que l'exploitant doit, à la suite du présent contrôle complémentaire, adresser les propositions concernant les mesures à mettre en œuvre pour pallier aux dégradations constatées avec le cas échéant le planning de réalisation. Délai : 3 mois Réponse de l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">➤ Transmission du rapport ABO-ERG Géotechnique complémentaire au bilan quinquennal du site d'Olette qui préconise de débroussaillage de plusieurs zones.➤ Afin de réaliser le débroussaillage, il est nécessaire d'avoir des délais administratifs afin de se mettre en accord avec le propriétaire. Il est donc envisagé que l'ensemble des interventions seront terminées d'ici le premier trimestre 2023. <u>Inspection du 28/06/2023 :</u> Le compte rendu complémentaire ABO-ERG Géotechnique (rapport 492738 du 20/07/2022) présente les résultats des examens visuels et des mesures effectuées afin de préciser l'état des aménagements et le comportement des ouvrages et confirme l'absence de désordre significatif sur les enrochements, les berges, les talus et les plateformes et confirme la nécessité de réaliser des travaux de dévégétalisation et d'entretien régulier notamment au niveau de la noue. La réalisation des travaux d'égavage et de débroussaillage a été vérifié au point de contrôle précédent. Ce point de contrôle est considéré comme soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réalisation d'affouillements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2011, article 2.4.1
Thème(s) : Autre, Servitudes-Réalisation d'affouillements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation d'affouillement doit faire l'objet de l'avis technique du responsable du site au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et d'un porté à connaissance du Préfet. [...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite l'inspection constate les travaux de construction de la centrale solaire et la réalisation d'affouillement pour enterrer les câbles.</p> <p>Les travaux sont sous maîtrise d'ouvrage de la SARL KER PARK4 filiale de la Générale du Solaire.</p> <p>Cette centrale a fait l'objet d'un permis de construire.</p> <p>L'inspection confirme que, conformément à l'article 2.4.1 de l'arrêté fixant les servitudes du 05/01/2011, les travaux d'affouillement auraient dû également faire l'objet d'un porter à connaissance (PAC) du préfet avec description des travaux et justification que les prescriptions de l'arrêté de servitudes sont bien respectées.</p> <p><u>Écart à corriger suite à l'inspection du 28/06/2023 :</u></p> <p>Transmission du PAC à la préfecture comprenant la description des travaux et la justification que les différentes prescriptions de l'arrêté de servitude sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Servitudes-Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2011, article 2.1
Thème(s) : Autre, Servitudes-Gestion des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : D'une manière générale, tout projet d'aménagement à l'intérieur du périmètre des servitudes doit tenir compte de la présence des matériaux fins provenant du traitement du minerai de fluorine et des digues les contenant qui sont réalisées avec ces mêmes matériaux et dont l'intégrité doit être conservée. Toute modification apportée par le propriétaire des terrains au mode d'utilisation du site ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'inspection constate qu'une piste a été créée sur l'emplacement de la noue positionnée en périphérie sud des bassins et servant à canaliser les eaux pluviales. La noue ayant disparu il y a une incertitude sur les conditions de gestion des eaux pluviales internes et externes. Cette piste a été créée dans le cadre des travaux de construction de la centrale solaire par la SARL KER PARK4. Pour mémoire le drainage des eaux de ruissellement a fait l'objet d'une note du centre technique des mines d'Aix-en-Provence du 07/12/1987. Afin d'éviter un ruissellement sur les talus et une accumulation d'eau sur les dépôts, cette note préconise le profilage des bassins avec une contre pente vers la base du versant ou les eaux doivent être collectés par un chenal. Le projet de construction de la centrale solaire a fait l'objet d'un permis de construire mais n'a pas donné lieu à un porter à connaissance du préfet par le propriétaire des terrains. Écart à corriger suite à l'inspection du 28/06/2023 : Les conditions de gestion des eaux pluviales internes et externes doivent être redéfinies par le responsable des anciens bassins miniers. Les ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales doivent être restaurés. Le PAC demandé dans le cadre du point de contrôle n°4 doit répondre d'une façon plus générale à la prescription de l'article 2.1. Les conditions de gestion des eaux pluviales, la gestion des terres excavées doivent être abordées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois